

Extrait de :

NATIONS UNIES ANNUAIRE JURIDIQUE

1982

Deuxième partie. Activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Chapitre V. Décisions des tribunaux administratifs de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées



Copyright (c) Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES (suite)

12. Agence internationale de l'énergie atomique	147
CHAPITRE IV. — TRAITÉS RELATIFS AU DROIT INTERNATIONAL CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES	
	161
CHAPITRE V. — DÉCISIONS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES	
A. — DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES	
1. Jugement n° 289 (14 mai 1982) : Talan contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	
Demande d'indemnité pour préjudice subi du fait de retard dans le paiement des prestations d'une assurance sur la vie — La requérante demande réparation en s'appuyant sur l'article 2.2, <i>b</i> , du statut du Tribunal — Application de la disposition 206.2 du Règlement du personnel — Evaluation du préjudice subi par la requérante du fait du retard imputable au comportement fautif des services du défen- deur — Argument de la requérante tiré de la baisse du cours du dollar des Etats-Unis durant la période en question par rapport au franc français — Obligation de compenser le dommage résultant d'un retard indu dans le paiement d'une somme d'argent par le versement d'intérêts — Demande de réparation pour préjudice moral	
	162
2. Jugement n° 300 (15 octobre 1982) : Sheye contre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	
Suspension sans traitement d'un fonctionnaire et non-renouvellement de son engagement de durée déterminée — Atténuation par le défendeur, à la suite des recommandations de la Commission paritaire de recours, de la mesure disciplinaire prise à l'encontre du requérant — Pouvoirs du Secrétaire général en matière disciplinaire — Demande d'annula- tion de la décision de ne pas renouveler l'engagement de durée déterminée du requérant — Les circonstances n'ont pas créé au profit du requérant un droit à ce que son engagement soit renouvelé	
	163
B. — DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION INTERNATIO- NALE DU TRAVAIL	
1. Jugement n° 477 (28 janvier 1982) : Schaffter contre Office central des transports internationaux par chemins de fer	
Demande de paiement de l'indemnité de non-résident prévue à l'article 17 du Statut du personnel — Objet de l'indemnité de non-résident — Considérations de fait et de droit concernant le séjour du requérant en Suisse — Toute décision ne doit pas nécessairement être motivée. . .	
	165
2. Jugement n° 479 (28 janvier 1982) : De Alarcon contre Organisation mondiale de la santé	
Objection soulevée à l'égard du mode de calcul d'une indemnité pour invalidité importante et perte de la capacité de gain au cours d'un	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

engagement de courte durée — Déduction de la pension de retraite due par l'employeur de l'ancien fonctionnaire non autorisée car elle n'a pas été versée pour la même série de circonstances — Demandes d'indemnité pour tenir compte de l'inflation et au titre du paiement d'intérêts	166
3. Jugement n° 493 (3 juin 1982) : Volz contre Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne	
Non-renouvellement d'un engagement de courte durée — Le Tribunal est compétent en vertu de l'article 92 des Conditions générales d'emploi — La requête est recevable puisqu'elle a été déposée dans le délai prescrit par l'article VII du statut du Tribunal — Le Tribunal ne peut appliquer en principe le droit national — Le renouvellement d'un engagement de courte durée relève du pouvoir d'appréciation du Directeur général	167
4. Jugement n° 495 (3 juin 1982) : Olivares Silva contre Organisation panaméricaine de la santé (Organisation mondiale de la santé)	
Non-renouvellement de contrat par manque de fonds — Argument selon lequel la décision était contraire aux articles 910 et 920 du Règlement du personnel — Pouvoir discrétionnaire de l'administration de proroger des engagements temporaires — Charge de la preuve en cas d'allégation de représailles — Le Tribunal n'a pas été convaincu que des fonds n'étaient pas ou ne pouvaient pas être disponibles pour accorder une prorogation — En l'espèce, la décision de renouvellement ou de non-renouvellement peut être justifiée — Probabilité qu'un parti pris contre le défendeur a joué un rôle dans le non-renouvellement de son contrat	169
5. Jugement n° 507 (3 juin 1982) : Azola Blanco et Veliz Garcia contre Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral	
Licenciement des requérants en raison d'"une situation économique extrêmement difficile" — Recevabilité des requêtes — Application de la disposition LS II 5.04 du Règlement du personnel local — Pertinence de l'application du droit national en l'espèce — Les décisions de la Cour suprême locale peuvent être utilisées pour aider à l'interprétation — Notion de l'excès de pouvoir — La décision attaquée ne relevait pas des pouvoirs du Directeur général	170
6. Jugement n° 536 (18 novembre 1982) : Villegas contre Organisation internationale du Travail	
Recours en révision et en interprétation des jugements n° 404 et 442 — Aucune condition de forme pour l'énoncé des jugements du Tribunal — Régularité en la forme du jugement n° 442 — Principe de l'autorité de la chose jugée — Aucun motif de révision et d'interprétation des jugements	171
7. Jugement n° 537 (18 novembre 1982) : Lhoest contre Organisation mondiale de la santé	
Indemnité pour résiliation d'un engagement en vertu de l'article 1030.3.4 du Règlement du personnel — Divergence entre les versions anglaise et française de l'article en question — Les deux textes adoptés par le	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Conseil exécutif faisant foi, "la rectification" de la version française par le Directeur général est nulle et non avenue — Le Directeur général n'est habilité qu'à faire des propositions d'amendement du Règlement du personnel — Le texte français correspondait à l'intention du Conseil exécutif	172
--	-----

C. — DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA BANQUE MONDIALE

1. Décision n° 10 (8 octobre 1982) : Salle contre Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Fin d'un engagement pour une période de stage — Conformément à la directive 4.02 du Manuel du personnel, le stagiaire est en droit de s'attendre au respect de ses conditions d'emploi — Le Tribunal ne réexamine pas la décision de la Banque quant au fond sauf pour s'assurer qu'il n'y a pas eu abus du pouvoir discrétionnaire et que les normes appropriées de la justice ont bien été respectées 173
2. Décision n° 11 (8 octobre 1982) : Van Gent contre Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Argument du requérant selon lequel il n'a pas été procédé régulièrement à sa réaffectation à la suite de la suppression du Département où il exerçait ses fonctions — Les dispositions concernant la réaffectation des fonctionnaires s'occupant des projets relatifs au tourisme figurant dans le mémorandum de février 1978 font partie des conditions d'emploi du requérant — L'inobservation des procédures prescrites donne au requérant un grief légitime 174
3. Décision n° 12 (8 octobre 1982) : Matta contre Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Cessation des fonctions de la requérante à la suite de l'application du régime de mise à la retraite pour invalidité — Le motif principal de cette décision ne tient pas aux compétences techniques de la requérante mais aux conditions de sa personnalité qui ont été confirmées par un examen médical — En faisant figurer dans le dossier de la requérante une référence aux aspects négatifs de son comportement professionnel et à ses problèmes de personnalité le défendeur s'est acquitté régulièrement de son obligation d'évaluer périodiquement le comportement professionnel de la requérante 175

CHAPITRE VI. — CHOIX D'AVIS JURIDIQUES DES SECRÉTARIATS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — AVIS JURIDIQUES DU SECRÉTARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (PUBLIÉS OU ÉTABLIS PAR LE BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES)

1. Emploi des termes "représentant" et "observateur" dans la pratique de l'Organisation des Nations Unies 179
2. Statut de l'Organisation de libération de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies — Résumé des principaux faits nouveaux survenus dans

Chapitre V¹

DÉCISIONS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Décisions du Tribunal administratif des Nations Unies²

1. JUGEMENT N° 289 (14 MAI 1982) : TALAN CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES³

Demande d'indemnité pour préjudice subi du fait de retard dans le paiement des prestations d'une assurance sur la vie — La requérante demande réparation en s'appuyant sur l'article 2.2, b, du statut du Tribunal — Application de la disposition 206.2 du Règlement du personnel — Evaluation du préjudice subi par la requérante du fait du retard imputable au comportement fautif des services du défendeur — Argument de la requérante tiré de la baisse du cours du dollar des Etats-Unis durant la période en question par rapport au franc français — Obligation de compenser le dommage résultant d'un retard indu dans le paiement d'une somme d'argent par le versement d'intérêts — Demande de réparation pour préjudice moral

La requérante, veuve d'un ancien expert de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, agissant tant en son nom propre qu'en ceux de ses enfants mineurs, avait prié le Tribunal d'ordonner et de prendre les mesures et les décisions propres à réparer l'important préjudice pécuniaire qu'elle avait subi notamment en raison de la baisse du cours du dollar, ainsi que le préjudice moral subi par elle-même et ses enfants par la faute de l'administration de l'Organisation des Nations Unies qui a entraîné un retard indu dans le paiement du capital-décès au titre d'une assurance sur la vie contractée par son époux, aujourd'hui décédé.

Le Tribunal a tout d'abord fait observer que la requérante l'avait à juste titre saisi sur la base de l'article 2.2, b, du statut aux termes duquel le Tribunal est ouvert "à toute autre personne qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi, notamment des dispositions du Statut du personnel et de tout règlement dont aurait pu se prévaloir le fonctionnaire". Le Tribunal a constaté en outre que les droits existants au profit de la requérante et de ses enfants découlaient de la participation de son époux à l'assurance-groupe sur la vie souscrite par l'Organisation des Nations Unies conformément à la disposition 206.2 du Règlement du personnel. Les experts de la catégorie à laquelle appartenait l'époux de la requérante étaient obligés de participer à ce système d'assurance. La mise en œuvre de cette disposition du Règlement ne comporte aucune responsabilité financière pour le défendeur sauf sous la forme d'une participation aux primes, mais les services du défendeur, à savoir le Groupe des assurances, interviennent directement pour établir le lien avec la compagnie d'assurance et notamment lorsqu'il s'agit pour les bénéficiaires de toucher les indemnités d'assurance.

S'agissant de la réparation demandée par la requérante pour le préjudice causé par le comportement fautif des services du défendeur, le Tribunal a noté que cette demande se

rattachait aux stipulations contractuelles qui, suivant la disposition 206.2 du Règlement, obligeait l'époux de la requérante à participer à l'assurance-groupe. Toutefois, il a fait observer que pour se prononcer sur la demande de réparation il fallait recourir aux principes généraux applicables en matière de responsabilité administrative.

Ayant examiné la manière dont les services du défendeur avaient agi en l'espèce, le Tribunal a noté que la faute commise par ces services avait eu des incidences négatives pour la requérante.

En ce qui concerne la réparation demandée par la requérante, pour les montants qu'elle aurait obtenus si les opérations financières qu'elle a réalisées avaient été faites neuf mois plus tôt, le Tribunal a constaté que le contrat d'assurance stipulait le paiement en dollars sans aucune référence à une monnaie étrangère ou au cours de l'or. Le préjudice allégué par la requérante est lié aux décisions prises par elle pour conserver la valeur de ces fonds et les conséquences favorables ou défavorables susceptibles d'en résulter immédiatement ou à terme ne pouvaient être directement imputées au comportement de l'Organisation. Le Tribunal a également noté que, s'agissant de fixer les réparations dues pour le comportement dommageable de l'administration, les prétentions de la requérante sur la base des fluctuations des indices du coût de la vie ne pourraient se fonder que sur des considérations d'équité et non sur un principe juridique de portée générale.

Le Tribunal a estimé que lorsqu'il y a retard indu dans le paiement d'une somme d'argent, des intérêts sont dus et que par le versement des intérêts est compensé le dommage résultant de ce retard. En l'espèce, le retard étant imputable à l'Organisation des Nations Unies, le paiement des intérêts lui incombe et ceux-ci doivent être fixés en dollars des Etats-Unis sans considération du cours en vigueur par rapport à d'autres monnaies à la date où sera effectué le paiement. Le Tribunal a décidé en conséquence que la requérante était en droit de recevoir pour son compte et pour celui de ses enfants des intérêts correspondant à neuf mois de retard sur le montant total de la somme due au titre de l'indemnité d'assurance proprement dite. Du montant de ces intérêts devra être déduite la somme déjà versée par la compagnie d'assurance à titre d'intérêts. La créance née à ce titre à la date où le paiement de l'assurance a été reçu par la requérante portera intérêt à la charge du défendeur et au profit de la requérante et de ses enfants à partir de cette date et jusqu'à la date d'exécution du jugement.

Pour déterminer le taux d'intérêt applicable, le Tribunal, se référant à l'affaire Bérubé (jugement n° 280)⁴ dans lequel le Tribunal avait fixé un taux d'intérêt de 12 p. 100 pour un remboursement dû par le défendeur à titre d'intérêts compensatoires alloués en conséquence d'un comportement dommageable imputable aux services du défendeur, a estimé que le même taux devait être appliqué dans l'affaire en question.

En ce qui concerne la réparation demandée par la requérante pour préjudice moral, le Tribunal a reconnu que le comportement de l'administration avait été à l'origine directe d'un trouble réel dans l'existence de la requérante à un moment où elle devait faire face à une situation difficile à tous égards et gagner sa vie dans de pénibles conditions. Le Tribunal a donc décidé qu'outre les intérêts pour retard, la requérante était en droit de recevoir une somme de 2 000 dollars à raison des difficultés auxquelles elle avait eu à faire face et des frais qui en étaient directement résultés.

2. JUGEMENT N° 300 (15 OCTOBRE 1982) : SHEYE CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES⁵

Suspension sans traitement d'un fonctionnaire et non-renouvellement de son engagement de durée déterminée — Atténuation par le défendeur, à la suite des recommandations de la Commission paritaire de recours, de la mesure disciplinaire prise à l'encontre du requérant — Pouvoirs du Secrétaire général en matière disciplinaire — Demande d'annulation de la décision de ne pas renouveler l'engagement de durée déterminée du

requérant — Les circonstances n'ont pas créé au profit du requérant un droit à ce que son engagement soit renouvelé

Le requérant, agent du service mobile (technicien radio), titulaire d'un engagement de durée déterminée, avait été affecté à l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) à Jérusalem. Le 5 mai 1980, lorsque les agents du service mobile avaient entamé une grève, le requérant avait emporté un appareil de radio utilisé pour assurer la liaison entre l'ONUST et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Le requérant prétendait qu'il avait emporté l'appareil à l'atelier pour le réparer et qu'il l'avait remis en place trois heures plus tard.

A la suite de cet incident, qui avait été considéré comme une entrave illégale au bon fonctionnement d'installations de transmissions vitales compromettant la sécurité du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des forces de maintien de la paix dans la région, le requérant avait été suspendu sans traitement en attendant les conclusions de l'enquête entreprise en application de la disposition 110.4 du Règlement du personnel et, à l'issue de l'enquête, il avait été renvoyé pour faute à titre de mesure disciplinaire en vertu de la disposition 110.3 *b* du Règlement du personnel.

Soutenant qu'il avait emporté le poste de radio de bonne foi pour le réparer, le requérant avait demandé au Tribunal d'ordonner au défendeur d'annuler la décision de le suspendre sans traitement pendant une période de trois mois et de renouveler son engagement ou à défaut de lui verser rapidement une indemnité effective et adéquate.

Le requérant avait prétendu que la conclusion du défendeur selon laquelle il avait commis "une grave négligence et que sa conduite n'avait pas donné satisfaction" était "juridiquement viciée" dans la mesure où toutes les garanties d'une procédure régulière ne lui avaient pas été accordées, que la décision était fondée sur une erreur de fait et ne tenait pas compte d'éléments essentiels et qu'elle était de plus motivée par un parti pris et des considérations étrangères à l'affaire. Il avait soutenu également qu'il pouvait légitimement s'attendre à un renouvellement de son engagement à la suite de la lettre du 26 mars 1981 l'informant qu'il serait réintégré.

La Commission paritaire de recours devant laquelle s'était pourvu le requérant avait notamment conclu que selon toute probabilité le requérant avait emporté le poste de radio de bonne foi et avait recommandé d'annuler la décision de le licencier pour faute et en conséquence de le réintégrer dans le personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Le défendeur avait noté que la Commission paritaire de recours n'avait pas souscrit à la conclusion adoptée à l'issue de l'enquête de l'ONUST selon laquelle le requérant n'avait pas emporté le poste de radio pour le réparer ou pour toute autre raison justifiée et avait réservé sa position à cet égard. Le défendeur avait soutenu que quels que soient les motifs du requérant son action avait entraîné l'interruption d'une liaison vitale du service des transmissions de l'ONUST qui aurait pu avoir de graves répercussions et avait estimé que sa conduite ne donnait pas satisfaction et justifiait donc une action disciplinaire. Toutefois, le défendeur, tenant compte des termes du rapport de la Commission et de toutes les circonstances de l'affaire, en particulier des états de service antérieurs du requérant, avait décidé de le réintégrer dans le personnel de l'Organisation pendant la durée de son engagement de durée déterminée et de lui verser la totalité de ses traitements et indemnités pour la durée de trois mois pendant laquelle il avait été suspendu sans traitement.

Le Tribunal a considéré que la décision du défendeur d'appliquer au requérant des mesures disciplinaires n'avait pas méconnu le respect des formes régulières, n'était pas fondée sur une erreur de fait et n'était pas motivée par un parti pris ou d'autres considérations non pertinentes.

A propos de la référence par le requérant à la recommandation de la Commission paritaire du recours qui avait estimé que le renvoi pour faute du requérant devait être

annulé, le Tribunal a fait observer que les rapports de la Commission paritaire de recours ont un caractère consultatif et qu'il était permis au défendeur de parvenir à des conclusions différentes de celles de cet organe lorsqu'il examinait l'ensemble des faits et circonstances de l'affaire. Le Tribunal a noté en outre qu'il avait toujours, dans sa jurisprudence, reconnu au Secrétaire général le pouvoir de prendre des décisions en matière disciplinaire et qu'il ne s'était déclaré compétent pour connaître de telles décisions que dans des cas exceptionnels, par exemple lorsque le fonctionnaire concerné n'avait pas bénéficié au préalable des garanties d'une procédure régulière (jugement n° 210, Reid⁶). Le Tribunal, ayant constaté que tel n'était pas le cas en l'espèce, ne pouvait faire droit à la demande d'annulation de la décision du défendeur au motif que la sanction était trop sévère. A cet égard, le Tribunal a fait observer que le fait que c'était alors qu'il était au service d'un organe de caractère militaire que le requérant s'était rendu coupable d'un manquement à la discipline justifiait la sévérité de la mesure disciplinaire.

Le Tribunal a en outre constaté que ni le texte de la lettre du 26 mars 1981, dans laquelle le défendeur avait expressément indiqué que la réintégration du requérant dans le personnel de l'Organisation avait été ordonnée pour la durée de son engagement de durée déterminée, ni les autres circonstances invoquées par le requérant n'avaient créé au profit de celui-ci un droit à ce que son engagement pour une durée déterminée soit renouvelé.

Le Tribunal a estimé que le défendeur n'était tenu par aucune disposition contractuelle ou statutaire de renouveler l'engagement pour une durée déterminée du requérant, et il n'a relevé aucun élément indiquant que le défendeur avait en l'occurrence obéi à un parti pris.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté toutes les demandes du requérant.

B. — Décisions du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail⁷

1. JUGEMENT N° 477 (28 JANVIER 1982) : SCHAFFTER CONTRE OFFICE CENTRAL DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER⁸

Demande de paiement de l'indemnité de non-résident prévue à l'article 17 du Statut du personnel — Objet de l'indemnité de non-résident — Considérations de fait et de droit concernant le séjour du requérant en Suisse — Toute décision ne doit pas nécessairement être motivée

Le requérant, de nationalité française, avait soutenu qu'il n'avait "pas été recruté sur le plan local" et demandait le versement de l'indemnité de non-résident, qui lui avait été refusée dans la décision contestée. Il avait fait observer que, selon l'article 17 du Statut du personnel, les fonctionnaires qui n'étaient pas recrutés sur le plan local devaient recevoir une indemnité de non-résident. En vertu de l'article 26 du Statut du personnel sont considérés comme recrutés sur le plan international les fonctionnaires "qui ne sont pas recrutés sur le plan local au sens de l'article 27", qui dispose que "est considéré comme recruté sur le plan local tout fonctionnaire . . . qui remplit l'une des conditions suivantes . . . b) [qui], quelle que soit sa nationalité, [réside] depuis un an en Suisse". Le requérant avait déclaré que, comme un an avant sa nomination il était employé au Ministère français des affaires étrangères et travaillait à la résidence de l'Ambassadeur de France à Berne, où il était également logé, et était titulaire d'une carte de légitimation à l'usage des membres du personnel administratif des missions diplomatiques en Suisse, il considérait que son statut juridique n'était pas celui de "résident". En outre, il avait bénéficié en 1976, par décision du Directeur général, d'une indemnité pour frais d'études en faveur de son fils, dont le paiement était soumis aux mêmes conditions que l'octroi de l'indemnité de non-résident.

Le Tribunal a fait observer que telle qu'elle était prévue par l'article 17 du Statut du personnel l'indemnité de non-résident avait pour but de compenser, pour les fonctionnaires

d'un autre Etat que la Suisse, l'obligation de se fixer dans ce pays. Le requérant, ayant habité à Berne de 1952 à 1972 et travaillé à l'Ambassade de France dans cette ville, y avait donc résidé effectivement et intentionnellement, au sens du Statut du personnel, pendant plusieurs années avant d'être engagé par l'Organisation. Les objections que le requérant opposait à cette conclusion manquaient donc de pertinence, notamment la décision de lui attribuer une indemnité pour frais d'études en faveur de son fils s'appuyait sur une autre disposition que celle qui concerne l'indemnité de non-résident. Dès lors, qu'elle ait été bien ou mal fondée, elle ne pouvait influencer sur le sort de la présente cause.

Le requérant avait soutenu également que la décision du Comité administratif qui avait rejeté son recours était entachée d'un vice de forme. Il avait prétendu également qu'en vertu d'une règle générale toute décision faisant grief devait être motivée, du moins si son auteur ne disposait pas d'un pouvoir discrétionnaire à cet égard.

Le Tribunal a déclaré que cet argument n'était pas fondé. Il a fait observer qu'un grand nombre de décisions émises dans les organisations internationales et déferées au Tribunal ne contenaient pas de motivation. Tel était le cas, notamment, des décisions prises dans l'exercice de la liberté d'appréciation. Pour autant, les fonctionnaires intéressés n'étaient pas entravés dans la défense de leurs droits. Les motifs qui ne figurent pas dans la décision attaquée résultent soit de lettres échangées avant cette dernière par les parties, soit, à tout le moins, du mémoire que l'Organisation dépose en réponse à la requête et sur lequel le requérant était invité à s'expliquer dans une réplique. Dès lors, sauf disposition dérogatoire, il n'y avait pas lieu d'imposer aux organisations l'obligation, contraire à leur pratique, de motiver toutes leurs décisions. Il suffit de s'assurer que l'absence de motifs dans la décision attaquée ne cause aucun préjudice au requérant. Comme le requérant possédait toutes les pièces qui lui permettait de s'exprimer en connaissance de cause, il n'avait nullement pâti du défaut de motivation de la décision attaquée et il ne saurait en tirer argument en sa faveur.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté la requête.

2. JUGEMENT N° 479 (28 JANVIER 1982) : DE 'ALARCON CONTRE ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ*

Objection soulevée à l'égard du mode de calcul d'une indemnité pour invalidité importante et perte de la capacité de gain au cours d'un engagement de courte durée — Déduction de la pension de retraite due par l'employeur de l'ancien fonctionnaire non autorisée car elle n'a pas été versée pour la même série de circonstances — Demandes d'indemnité pour tenir compte de l'inflation et au titre du paiement d'intérêts

Le requérant, professeur de psychiatrie à l'Université de Southampton, avait été engagé par l'OMS le 25 mai 1974 pour effectuer une mission d'un mois en juillet 1974 au Nicaragua. Pendant son séjour dans ce pays, il contracta une maladie qui alla ensuite s'aggravant et qui fut diagnostiquée en 1976 comme étant une hépatite chronique invalidante. Son état de santé obligea le requérant à prendre une retraite anticipée le 30 septembre 1978 à l'âge de cinquante-trois ans. Le secrétaire du Comité consultatif de compensation l'informa, le 5 mars 1979, qu'il lui était accordé 20 000 dollars des Etats-Unis au titre de l'incapacité de 66 p. 100 subie par lui, puis, le 10 août 1979, il lui écrivit que le Directeur général le mettait au bénéfice des prestations dont le versement est prévu par le Statut du personnel en cas de perte de la capacité de gain. L'indemnité était fixée aux deux tiers de la rémunération soumise à retenue pour pension, moins la pension versée par la Caisse de retraite de l'Université de Southampton.

Le requérant avait critiqué le mode de calcul des prestations dues par l'OMS et estimé en particulier que la déduction des prestations auxquelles il avait droit au titre de la Caisse

de retraite de l'Université n'était pas obligatoire et que, dans son cas, elle n'aurait pas dû être opérée.

Le Tribunal a fait observer que le régime d'indemnisation en cas de décès, d'accident ou de maladie survenant au cours du service prévu par l'Organisation dans la section II.7, annexe E, du Manuel était conçu pour répondre à la situation des membres du personnel occupant des emplois réguliers. Les principales prestations sont une somme en capital pour compenser le préjudice moral subi et une pension d'invalidité pour perte de la capacité de gain. Pour une invalidité totale, la somme en capital était fixée en 1974 à 30 000 dollars, avec des réductions en pourcentage en cas d'invalidité moins étendue. Pour la perte totale de la capacité de gain, la pension d'invalidité est fixée aux deux tiers de la rémunération annuelle soumise à retenue aux fins de pension, laquelle correspond approximativement au traitement brut. C'est à propos de la pension que surgit la principale difficulté en l'espèce : le requérant n'avait évidemment pas de traitement brut.

En ce qui concerne la pension d'invalidité, le Tribunal a conclu que la déduction par l'Organisation de la totalité de la pension de retraite payable par l'Université de Southampton, diminuant de plus de moitié la pension d'invalidité calculée, n'était pas autorisée par l'article 6, b, parce que la pension de retraite n'avait pas été "versée pour la même série de circonstances". En outre, le Tribunal a estimé que la seule conclusion qui se dégage des faits de l'espèce, c'est que le requérant avait entièrement perdu sa capacité de gain et que le degré d'invalidité devait donc être évalué à 100 p. 100.

En ce qui concerne la demande de dédommagement du requérant au titre de l'inflation et le paiement d'intérêts, le Tribunal a fait observer qu'il avait pour ligne de conduite de veiller, dans la mesure du possible, à ce que les sommes qui n'ont pas été versées, à tort, par l'Organisation aient pour le requérant, lorsqu'il les reçoit finalement, la même valeur que si elles avaient été payées en temps opportun; l'impossibilité pour le requérant d'utiliser ces sommes dans l'intervalle devait être compensée par le versement d'intérêts au taux du marché. La protection contre l'inflation ne présente aucune difficulté car les versements sur lesquels les déductions non autorisées ont été faites sont indexés aux termes de l'article 31, b; le remboursement des déductions devrait donc également être indexé. Pour déterminer si des intérêts devraient en outre être versés sur la somme de base, c'est-à-dire le montant dû à la date où le paiement aurait dû être effectué, il convient de répondre à la question de savoir si, dans le pays de résidence du requérant, les emprunts indexés ne portent normalement pas intérêt ou n'offrent aucun avantage au créancier. Au Royaume-Uni, les emprunts indexés étant habituellement assortis d'autres avantages, le Tribunal a considéré qu'il convenait d'ordonner le paiement sur la somme de base d'un intérêt de 2 p. 100 l'an.

Par ces motifs, le Tribunal a ordonné au Directeur général de donner effet à la décision attaquée du 10 août 1979 comme si les mots "sous déduction de la pension payée par la Caisse de retraite de l'Université" avaient été omis, de rembourser au requérant toutes les déductions faites en raison de ces mots, chacune d'elles étant ajustée, pour le remboursement, de la même façon que la prestation mentionnée dans la décision, pour compenser la perte de l'utilisation de ces sommes, de procéder à une nouvelle détermination du montant de la pension d'invalidité en tenant compte de la conclusion selon laquelle le degré d'invalidité du requérant devrait être évalué à 100 p. 100 et de verser au requérant la somme de 3 000 livres sterling à titre de dépens.

3. JUGEMENT N° 493 (3 JUIN 1982) : VOLZ CONTRE ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION AÉRIENNE⁹

Non-renouvellement d'un engagement de courte durée — Le Tribunal est compétent en vertu de l'article 92 des Conditions générales d'emploi — La requête est recevable puisqu'elle a été déposée dans le délai prescrit par l'article VII du statut du

Tribunal — Le Tribunal ne peut appliquer en principe le droit national — Le renouvellement d'un engagement de courte durée relève du pouvoir d'appréciation du Directeur général

Le requérant, ressortissant de la République fédérale d'Allemagne, était entré au service de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Agence Eurocontrol) en 1976 en vertu d'un engagement de trois ans et avait été affecté au centre de contrôle de la navigation aérienne de Karlsruhe en qualité d'aide technicien. Son engagement avait été prorogé, par une décision du 26 juin 1980, au 31 décembre 1980. Le 22 octobre 1980, la cessation de son engagement avait été confirmée. Il avait fait appel de cette décision, mais, par une lettre du 23 décembre, le Directeur général l'avait informé que son recours était irrecevable, la décision du 22 octobre ne faisant que confirmer l'arrivée à son terme de son engagement à la fin de l'année. Le requérant avait déposé un recours en soutenant qu'il n'y avait aucune raison valable de ne pas prolonger son engagement. Il avait prétendu que le non-renouvellement était un licenciement déguisé et, de ce fait, le Règlement du personnel ne l'autorisait pas. Il avait fait valoir que, selon les Conditions générales d'emploi, un différend n'est porté devant le Tribunal qu'en l'absence d'une juridiction nationale compétente. Or, comme le litige concernait un emploi dans la République fédérale d'Allemagne, les tribunaux de ce pays étaient donc compétents. Conformément à la législation du travail de la République fédérale, le requérant avait été licencié abusivement. Si le Tribunal s'estimait néanmoins compétent, le requérant l'avait prié d'annuler la décision du 22 octobre 1980, de dire que la législation applicable était celle de la République fédérale d'Allemagne et que, conformément à ladite législation, son licenciement était abusif, d'ordonner la prolongation de son engagement pour cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1981 et, subsidiairement, d'ordonner à la défenderesse de lui verser l'allocation de départ qui lui était due en vertu du Règlement du personnel, la réparation payable en vertu de la jurisprudence de la République fédérale, ainsi que ses dépens.

S'agissant de la question de la compétence, le Tribunal a fait observer que, dès sa nomination, le requérant avait accepté les Conditions générales d'emploi des agents du Centre Eurocontrol, qui précisent à l'article 92 que tout litige portant sur l'application desdites conditions est soumis au Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail.

A propos de la recevabilité de la requête, le Tribunal a noté que la décision du Directeur général de rejeter le recours interne du requérant et de confirmer la décision du 22 octobre 1980 n'ayant été prise que le 23 décembre 1980 la requête avait, par conséquent, été déposée dans le délai prescrit par l'article VII du statut du Tribunal et était donc recevable.

Au sujet du droit applicable, le Tribunal a déclaré qu'il ne pouvait en principe appliquer le droit national. Conformément à l'article II de son statut, le Tribunal connaît des requêtes fondées sur la violation de clauses contractuelles ou de normes statutaires et réglementaires. Il se fonde dès lors sur ces textes pour trancher les questions qui lui sont soumises en utilisant les méthodes d'interprétation admises par la jurisprudence. Il s'inspire en outre des principes généraux du droit dans la mesure où ils peuvent s'appliquer à la fonction publique internationale. En revanche, il ne s'appuie pas sur les droits nationaux, à moins qu'ils n'expriment de tels principes. Or, en ce qui concerne les problèmes posés en l'espèce, la législation nationale contient des dispositions différentes, dont la portée ne dépasse pas le cadre de l'Etat. Il n'y a donc pas lieu d'examiner l'affaire au regard du droit national auquel le requérant s'est référé; en particulier, il ne se justifie pas de prendre en considération le fait que le requérant soit un ressortissant de la République fédérale d'Allemagne, son domicile dans cet Etat ou le lieu dans lequel il s'acquittait de ses tâches pour l'Agence Eurocontrol, en vue d'appliquer les dispositions qu'il invoque, en vigueur dans la République fédérale d'Allemagne.

En ce qui concerne la question du non-renouvellement du contrat, le Tribunal a noté que, selon le régime applicable au requérant, conformément aux Conditions générales d'emploi, ses services devaient prendre fin automatiquement à l'expiration du contrat de travail et de ses prolongations successives. Le non-renouvellement d'un contrat temporaire relève donc du pouvoir d'appréciation du Directeur général. Et il ne ressort pas du dossier qu'il l'ait exercé d'une manière entachée d'abus ou de détournement d'autorité. Il a donc estimé qu'il n'y avait aucune raison d'annuler la décision attaquée.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté la requête.

4. JUGEMENT N° 495 (3 JUIN 1982) : OLIVARES SILVA CONTRE ORGANISATION PANAMÉRICAINE DE LA SANTÉ (ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ)⁸

Non-renouvellement de contrat par manque de fonds — Argument selon lequel la décision était contraire aux articles 910 et 920 du Règlement du personnel — Pouvoir discrétionnaire de l'administration de proroger des engagements temporaires — Charge de la preuve en cas d'allégation de représailles — Le Tribunal n'a pas été convaincu que des fonds n'étaient pas ou ne pouvaient pas être disponibles pour accorder une prorogation — En l'espèce, la décision de renouvellement ou de non-renouvellement peut être justifiée — Probabilité qu'un parti pris contre le défendeur a joué un rôle dans le non-renouvellement de son contrat

Le requérant était entré au service de l'Organisation en octobre 1973, en vertu d'un contrat de deux ans, qui avait été renouvelé plusieurs années de suite jusqu'en octobre 1979. Il avait alors été informé que, faute de fonds, son contrat ne serait pas renouvelé après son expiration le 31 décembre 1979, conformément à l'article 1040 du Règlement du personnel.

Le requérant avait soutenu que la décision avait été prise en raison d'une partialité manifestée à son détriment, alors même que ses services étaient nécessaires et que des fonds étaient en fait disponibles pour financer son poste. Il avait également prétendu que la décision était contraire à l'article 910 du Règlement du personnel qui garantit au personnel le droit d'association, et à l'article 920 qui définit son droit de représentation. Le requérant avait aussi soutenu que le traitement qui lui avait été réservé n'était qu'un élément d'un vaste système de mesures de représailles contre les représentants élus du personnel, souvent mal déguisées par le non-renouvellement d'un contrat.

Dans ses conclusions, le requérant avait demandé que la décision soit annulée, que son contrat soit renouvelé normalement pour deux ans à compter du 1^{er} janvier 1980, qu'il reçoive sa rémunération de cette date à celle de la requête, que l'Organisation lui verse, du fait de la violation de ses droits fondamentaux, une indemnité pour tort moral à titre de sanction ou à titre exemplaire et qu'elle soit condamnée aux dépens et à des dommages-intérêts pour l'atteinte portée à sa réputation professionnelle.

Le Tribunal a fait observer qu'il était bien établi que la décision de faire ou de ne pas faire une offre de prolongation relevait du pouvoir d'appréciation du Directeur de l'Organisation et que le Tribunal n'avait donc à ce propos qu'un pouvoir d'examen limité. Il était également établi que, conformément au principe de la liberté syndicale, les responsables et les membres de l'Association du personnel pouvaient agir pour promouvoir les intérêts communs et que l'administration ne devait pas les frapper de représailles pour une activité de ce genre qui n'était pas inadmissible à un autre titre. Il n'était pas contesté que toutes représailles constitueraient un détournement de pouvoir de la part du Directeur, détournement que le Tribunal était habilité à censurer.

Le Tribunal a noté qu'il n'acceptait pas la thèse du requérant qui voudrait que, chaque fois qu'un membre du personnel de cette catégorie est en cause, le fardeau de la preuve retombe sur l'Organisation, laquelle devrait montrer que les activités syndicales de

l'intéressé n'ont pesé en rien sur la décision, chaque cas devant être réglé sur la base des conclusions que l'on est fondé à tirer des faits.

S'agissant du manque de fonds, le Tribunal a dit que dans l'ensemble il n'était pas convaincu que les fonds nécessaires pour prolonger le contrat auraient manqué ou pu manquer.

En ce qui concerne l'allégation du requérant selon laquelle l'administration a pénalisé les membres du personnel en raison de leurs activités au sein de l'Association, le Tribunal a fait observer que les affaires citées par l'Association du personnel de l'Organisation panaméricaine de la santé étaient en nombre trop restreint et de caractère trop divers pour pouvoir l'aider à déterminer si la participation à l'Association du personnel avait été en soi une source de partialité.

Le Tribunal a fait observer que, en l'espèce, de bonnes raisons pouvaient être trouvées pour le renouvellement comme pour le non-renouvellement du contrat du requérant. Objectivement, une décision dans l'un ou l'autre sens pourrait se justifier. En pareil cas, il suffisait, pour le requérant, de montrer la probabilité qu'un parti pris à son détriment avait joué un rôle dans l'esprit du Directeur lorsque celui-ci avait examiné s'il y avait lieu de mettre un terme au contrat ou non. Le Tribunal a conclu à cette probabilité et, de ce fait, a annulé la décision du Directeur. Cependant, étant donné l'incertitude des perspectives du requérant, la compensation ne saurait être importante. Toutefois, puisqu'elle dépassait le montant qui lui aurait été payé en application de l'article 1050 du Règlement du personnel, il était inutile d'examiner la question subsidiaire de savoir s'il avait été mis fin licitement à son emploi.

Par ces motifs, le Tribunal a annulé la décision du Directeur et a ordonné à l'Organisation de payer au requérant 15 000 dollars des Etats-Unis à titre d'indemnité pour le non-renouvellement de son contrat et 8 000 dollars des Etats-Unis pour ses dépens.

5. JUGEMENT N° 507 (3 JUIN 1982) : AZOLA BLANCO ET VELIZ GARCIA CONTRE ORGANISATION EUROPÉENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HÉMISPHERE AUSTRAL⁸

Licenciement des requérants en raison d'"une situation économique extrêmement difficile" — Recevabilité des requêtes — Application de la disposition LS II 5.04 du Règlement du personnel local — Pertinence de l'application du droit national en l'espèce — Les décisions de la Cour suprême locale peuvent être utilisées pour aider à l'interprétation — Notion de l'excès de pouvoir — La décision attaquée ne relevait pas des pouvoirs du Directeur général

Le 6 mars 1981, les requérants avaient reçu des lettres mettant fin à leur emploi à l'Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (ESO) au Chili le jour même en raison d'"une situation économique extrêmement difficile". Leurs postes avaient été supprimés conformément à l'article LS II 5.04(10) du Règlement du personnel local. Les requérants ont immédiatement adressé des recours auprès du Directeur général qui les a rejetés. C'est sa lettre du 21 mai 1981 communiquant cette décision que les requérants ont attaquée devant le Tribunal.

Les requérants avaient soutenu que les licenciements devaient être annulés au motif qu'il n'avait pas été tenu compte de faits essentiels. Selon l'article en question, l'Organisation peut résilier le contrat d'un agent si les besoins de son fonctionnement l'exigent. Cet article a été tiré mot pour mot du Code du travail chilien; les tribunaux chiliens ont interprété cette disposition comme justifiant la résiliation uniquement en cas de difficultés économiques permanentes affectant, d'une manière irrévocable, les opérations futures. Or, aucune difficulté de ce genre ne justifiait les résiliations. Ils avaient donc invité

le Tribunal à annuler la décision attaquée et à ordonner leur réintégration à l'ESO, ainsi que le paiement de leur traitement jusqu'à la date de leur réintégration; subsidiairement, à ordonner le paiement d'une indemnité pour licenciement injustifié; et, encore subsidiairement, à ordonner le paiement des prestations prévues dans le Règlement du personnel local.

Dans sa réponse, l'ESO avait soutenu que les lettres du 6 mars 1981 contenaient évidemment les décisions définitives prises par le Directeur général lui-même et, comme plus de 90 jours s'étaient écoulés entre le 6 mars et le dépôt des requêtes, celles-ci n'avaient pas été présentées dans les délais requis. Subsidiairement, l'ESO les a estimées non fondées, la jurisprudence chilienne étant sans pertinence même si le Règlement de l'ESO est identique aux dispositions du Code du travail chilien.

Le Tribunal a fait observer que les requérants étaient partis à juste titre de l'idée que le Directeur général ne se prononcerait pas de manière définitive avant d'avoir examiné avec soin ce qu'ils avaient à dire. Contrairement aux affirmations de l'Organisation, sa lettre du 21 mai n'était pas une "simple confirmation" de la lettre du 6 mars et c'est elle qui contenait la décision définitive. L'exception d'irrecevabilité n'était donc pas admise.

Le Tribunal a estimé que l'ESO, en plaçant pour son interprétation de l'article en question, s'était opposée à toute référence à la jurisprudence de la Cour suprême du Chili en soutenant à tort que ce serait appliquer la législation chilienne à laquelle l'Organisation n'était pas assujettie. Le Tribunal a noté que les décisions de la Cour suprême ne liaient évidemment pas le Tribunal, mais que cela ne signifiait pas que l'on ne puisse s'y référer en tant que procédé d'interprétation. Il a estimé qu'il était peu probable qu'une clause de ce genre ait pour objet de tenir compte des fluctuations usuelles de la prospérité d'un organisme pour éliminer toutes dépenses superflues une année afin d'étoffer peut-être les effectifs au bout d'un an ou deux. C'était ce que l'ESO faisait dans ce cas. La prudence pouvait évidemment conduire à des réductions d'emplois. Mais cela ne suffisait pas à faire jouer la disposition LS II 5.04(10). A supposer même que cela eût suffi, le Directeur général aurait mal interprété le Règlement et, partant, abusé de ses pouvoirs. Il n'était pas habilité à prendre la décision, qui devait donc être annulée.

Par ces motifs, le Tribunal a annulé la décision du Directeur général en date du 21 mai 1981 et, constatant que la réintégration n'était ni possible ni opportune, ordonné à l'Organisation de verser à chaque requérant, à titre d'indemnité pour le licenciement injustifié, une somme égale à trois fois la rémunération brute totale qui lui avait été payée pour la période allant du 1^{er} mars 1980 au 26 février 1981, majorée de l'ajustement que l'Organisation pourrait devoir accorder à titre rétroactif.

6. JUGEMENT N° 536 (18 NOVEMBRE 1982) : VILLEGAS CONTRE ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL¹⁰

Recours en révision et en interprétation des jugements n°s 404 et 442 — Aucune condition de forme pour l'énoncé des jugements du Tribunal — Régularité en la forme du jugement n° 442 — Principe de l'autorité de la chose jugée — Aucun motif de révision et d'interprétation des jugements

La requérante avait demandé la révision et l'interprétation des jugements n°s 404 et 442¹¹.

Elle avait soutenu que le jugement n° 442, qui avait rejeté sa première requête en révision présentée contre le jugement n° 404, était entaché de vice de forme parce qu'il n'avait pas été motivé. Elle avait fait valoir que selon l'article VI du statut du Tribunal "tout jugement doit être motivé" et que le texte d'un jugement doit contenir trois parties : l'exposé des faits, les considérants et la décision finale, c'est-à-dire le dispositif. Or le jugement n° 442 ne contenait pas l'exposé des faits. Il ne saurait donc être considéré, à son

avis, comme motivé puisque les considérants ne reposent pas sur ce premier élément, qui constitue le support nécessaire du raisonnement juridique.

Le Tribunal a fait observer que la pratique s'est certes instaurée de faire précéder les considérants d'un exposé des prétentions respectives des parties, mais que l'exposé des faits ne constitue pas une partie à part du jugement. Puisque aucun formalisme n'est exigé du tribunal, celui-ci peut, s'il l'estime opportun, inclure dans les considérants l'argumentation des parties, mais l'absence d'exposé des faits ne peut par elle-même être une cause de nullité de jugement.

Dans le jugement n° 442, l'omission de l'exposé des faits se justifiait particulièrement puisque le jugement avait été rendu selon la procédure sommaire prévue par l'article 8, paragraphe 3, du règlement du Tribunal. Le Tribunal peut utiliser cet article s'il ne peut porter préjudice ni aux intérêts de la requérante ni dispenser le défendeur de présenter d'autres mémoires. Le Tribunal s'est prononcé en vertu de son pouvoir discrétionnaire, étant maître de la procédure qu'il entend suivre et il n'appartient pas à la requérante de critiquer cette décision. Le Tribunal n'a donc pas retenu le vice de forme invoqué contre le jugement n° 442.

En ce qui concerne les requêtes en révision des jugements, le Tribunal a noté que le recours en révision est une voie de droit exceptionnelle, qui porte atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée. Aussi, la requérante ne saurait faire valoir plusieurs fois les mêmes moyens de révision. Elle n'est recevable à invoquer dans les recours que les moyens qu'elle n'avait pu soulever dans la première demande en révision ou que les moyens sur lesquels le Tribunal aurait omis de se prononcer dans son jugement n° 442.

Le Tribunal, ayant conclu que les jugements n°s 404 et 442 étaient clairs et ne portaient aucune ambiguïté, a rejeté le recours en interprétation de la requérante.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté les recours.

7. JUGEMENT N° 537 (18 NOVEMBRE 1982) : LHOEST CONTRE ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ¹⁰

Indemnité pour résiliation d'un engagement en vertu de l'article 1030.3.4 du Règlement du personnel — Divergence entre les versions anglaise et française de l'article en question — Les deux textes adoptés par le Conseil exécutif faisant foi, "la rectification" de la version française par le Directeur général est nulle et non avenue — Le Directeur général n'est habilité qu'à faire des propositions d'amendement du Règlement du personnel — Le texte français correspondait à l'intention du Conseil exécutif

Le différend portait sur le versement d'une "indemnité pour résiliation d'un engagement" au requérant en vertu de l'article 1030.3.4 du Règlement du personnel de l'OMS. Le requérant avait demandé à l'OMS de lui verser cette indemnité conformément au texte de la version française de cet article en vigueur en 1979, qui prévoit qu'un fonctionnaire dont l'engagement a été résilié conformément à l'article 1030 reçoit une indemnité pour résiliation d'engagement selon le barème figurant à l'article 1050.4, sous réserve que "le total des sommes qui doivent lui être versées en vertu des articles 1030.3.3 et 1050.4" au cours des douze mois suivant la fin de l'engagement ne soit pas supérieur à une année de rémunération soumise à retenue pour pension déduction faite de l'impôt du personnel.

L'OMS avait soutenu que si cet article était entaché d'une erreur matérielle, il convenait de le compléter en se référant à la version anglaise, qui prévoit le versement d'une indemnité pour résiliation d'engagement selon le barème figurant à l'article 1050.4 sous réserve que "the total payments in 1030.3.2., 1030.3.3. and 1050.4" (le total des

sommes qui doivent lui être versées en vertu des articles 1030.3.2, 1030.3.3 et 1050.4) au cours des douze mois suivant la fin de l'engagement ne soit pas supérieur à une année de rémunération soumise à retenue pour pension déduction faite de l'impôt du personnel. Le texte anglais prévoit donc la déduction des sommes versées en vertu de l'article 1030.3.2, alors que le texte français exclut cette déduction.

L'OMS a soutenu en premier lieu que le texte réellement adopté par le Conseil exécutif était le texte anglais et non la traduction française qui était entachée d'une erreur matérielle. En second lieu, elle a estimé que l'erreur de transcription avait été rectifiée en mars 1980 lorsqu'une nouvelle édition du Règlement avait été publiée. Le requérant, qui avait été mis à la retraite en décembre 1980, ne saurait invoquer une disposition qui, en tout état de cause, n'était plus en vigueur.

Le Tribunal a fait observer que le Conseil exécutif avait adopté la version française de l'article 1030.3.4 et qu'il était seul à pouvoir le modifier. C'est le Directeur général qui avait décidé de modifier le texte français et une telle rectification n'avait aucune force probante car, selon l'article 1020 du Règlement du personnel, le Directeur général n'avait reçu en ce domaine qu'un pouvoir de proposition d'amendement.

Le Tribunal devait se prononcer sur la question de savoir quel était le texte que le Conseil avait à l'époque effectivement adopté. Les versions française et anglaise faisaient également foi. Dans ces conditions, le Tribunal devait interpréter les textes selon les méthodes usuelles. La version française de l'article avait été approuvée par le Conseil exécutif le 21 janvier 1978. Cet article n'ayant fait l'objet d'aucune modification de fond à cette époque, il convenait de rechercher l'article équivalent dans l'ancienne réglementation. Après avoir analysé ces dispositions, le Tribunal a estimé que seul le texte français correspondait à la volonté du Conseil exécutif.

Par ces motifs, le Tribunal a annulé la décision attaquée et a renvoyé le requérant devant l'OMS pour qu'il soit procédé à un nouveau calcul de l'indemnité prévue à l'article 1030.3.4 du Règlement du personnel de l'OMS, conformément au texte français de cette disposition.

C. — Décisions du Tribunal administratif de la Banque mondiale¹²

1. DÉCISION N° 10 (8 OCTOBRE 1982) : SALLE CONTRE BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT¹³

Fin d'un engagement pour une période de stage — Conformément à la directive 4.02 du Manuel du personnel, le stagiaire est en droit de s'attendre au respect de ses conditions d'emploi — Le Tribunal ne réexamine pas la décision de la Banque quant au fond sauf pour s'assurer qu'il n'y a pas eu abus du pouvoir discrétionnaire et que les normes appropriées de la justice ont bien été respectées

Le requérant avait contesté la décision de la BIRD de mettre fin à son engagement pour une période de stage au lieu de confirmer ou de proroger son contrat.

Le Tribunal a fait observer qu'en matière de stage il appartenait essentiellement à l'Organisation de définir ses propres besoins, ses conditions et ses intérêts et de décider, en évaluant le comportement professionnel d'un fonctionnaire au cours de la période de stage, s'il remplissait ou non les conditions requises pour occuper un poste permanent à la Banque. Les décisions de cette nature relèvent nécessairement de la responsabilité et du pouvoir discrétionnaire du défendeur, comme l'avait constaté le Tribunal dans sa décision n° 7 (*Buranavanichkit*). Il est dans l'essence même du stage que l'évaluation de l'aptitude du stagiaire à exercer un emploi au sein de la Banque peut être modifiée au cours de la période de stage. Le Tribunal a noté que bien qu'elle soit soumise à confirmation la

relation entre la Banque et le stagiaire avait toutefois un caractère juridique. Le stagiaire était un fonctionnaire "ayant droit de recevoir toutes les prestations appropriées du personnel" (directive n° 4.02 du Manuel du personnel) et était en droit de s'attendre au respect de ses conditions d'emploi. Le respect des conditions d'emploi du stagiaire était d'autant plus indispensable que la période de stage était difficile pour le fonctionnaire à la fois du fait qu'il devait s'adapter aux besoins et aux politiques de la Banque et en raison de l'insécurité inhérente à sa situation. Certes, il appartient au Tribunal de tirer les conclusions appropriées de l'inobservation des conditions d'emploi d'un fonctionnaire en période de stage, mais il ne saurait substituer son propre jugement à celui du défendeur sur la question de savoir si le fonctionnaire est apte ou non à exercer un emploi permanent. Comme le Tribunal l'avait déclaré dans la décision n° 7 susmentionnée, il ne saurait réexaminer la décision de la Banque quant au fond sauf pour s'assurer qu'il n'y a pas eu abus du pouvoir discrétionnaire et que les normes appropriées de la justice ont bien été respectées.

Après avoir examiné les arguments du requérant, le Tribunal a conclu que la décision du défendeur de mettre fin à l'engagement du requérant ne saurait être assimilée à une inobservation du contrat d'engagement ou des conditions d'emploi du requérant.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté la requête.

2. DÉCISION N° 11 (8 OCTOBRE 1982) : VAN GENT CONTRE BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT¹³

Argument du requérant selon lequel il n'a pas été procédé régulièrement à sa réaffectation à la suite de la suppression du Département où il exerçait ses fonctions — Les dispositions concernant la réaffectation des fonctionnaires s'occupant des projets relatifs au tourisme figurant dans le memorandum de février 1978 font partie des conditions d'emploi du requérant — L'inobservation des procédures prescrites donne au requérant un grief légitime

La Banque ayant pris la décision de mettre fin progressivement à ses prêts au titre de projets concernant le tourisme, des dispositions visant à supprimer le Département des projets de tourisme et à prendre des mesures au sujet de son personnel ont été exposées dans un memorandum de février 1978. Des efforts ont également été entrepris pour trouver des nouvelles affectations appropriées pour son personnel, notamment le requérant, chef de la division, appartenant à la classe "N".

Après avoir déployé en vain des efforts pour trouver un poste acceptable pour le requérant qui est resté sans affectation pendant près d'un an, celui-ci a été avisé le 2 juillet 1980 qu'il continuerait à être inscrit sur la liste des fonctionnaires appartenant à la classe "N" mais qu'il ne serait pas contraint d'occuper un poste de cette catégorie et que, dans l'intervalle, il pourrait occuper le poste à titre régulier de chef de division adjoint de classe "M" tout en conservant son traitement et sa classe "N". On lui a également proposé comme autre solution un ensemble de prestations de licenciement. Tout en réservant son droit de déposer un recours, le requérant avait accepté le poste de chef de division adjoint sous réserve et à titre provisoire et avait rejeté les propositions de prestations de licenciement qu'il avait estimé insuffisantes.

Les principaux arguments du requérant étaient que le défendeur n'avait pas suivi, mal interprété ou unilatéralement modifié les principes qu'il avait adoptés pour le traitement équitable des fonctionnaires affectés à des projets de tourisme énoncés dans le memorandum de février 1978. En particulier, le paragraphe 25 du memorandum, rédigé expressément pour veiller à protéger les droits et à tenir compte des préoccupations légitimes des fonctionnaires affectés à des projets de tourisme et qui énonçait les principes qui devaient être appliqués afin de leur accorder un traitement équitable, n'avait pas été

correctement appliqué. Le requérant avait également soutenu que le défendeur avait appliqué des pratiques déloyales, injustes et discriminatoires dans le processus de réaffectation.

Dans ses conclusions sur le fond, le requérant demandait l'annulation de la décision de l'affecter à un poste de la classe "M" en lui laissant comme seule autre solution la démission de ses fonctions à la Banque contre le versement d'indemnités de licenciement insuffisantes, ainsi que l'annulation de la décision prise en mai 1980 de ne plus le "contraindre" à occuper un poste de la classe "N". Estimant également qu'une annulation de la décision contestée ne constituerait pas une solution suffisante, le requérant avait demandé au Tribunal d'établir des clauses de licenciement équitables et adéquates en sa faveur qui permettraient de remédier aux conséquences de l'inobservation par le défendeur de ses obligations et de l'indemniser à ce sujet.

Le Tribunal a fait observer que si en vertu de l'article II de son statut il doit déterminer si le contrat d'engagement ou les conditions d'emploi des fonctionnaires ont ou n'ont pas été respectés, une telle conclusion devrait être adoptée en l'espèce non seulement en ce qui concerne la décision attaquée, mais également en ce qui concerne l'ensemble du processus de réaffectation du requérant à la suite de la suppression progressive des prêts de la Banque au titre de projets de tourisme. Comme le requérant l'avait souligné, le processus a constitué une violation constante des principes applicables au personnel affecté aux projets de tourisme énoncés dans le mémorandum de février 1978.

Quant au statut juridique de ce mémorandum, le Tribunal ne partage pas l'avis du défendeur selon lequel ce texte constituait "des directives non contraignantes qui devraient être suivies dans toute la mesure possible" et a conclu que les paragraphes 23 à 25 du mémorandum faisaient partie intégrante des conditions d'emploi du requérant au sens de l'article II de son statut.

Le Tribunal a conclu que l'inobservation des procédures prescrites donnait au requérant un grief légitime, car il était possible que celle-ci avait fait échouer l'ensemble du processus de réaffectation. En conséquence, le Tribunal a estimé que pour remédier à l'inobservation des conditions d'emploi il convenait d'attribuer au requérant des indemnités de licenciement appropriées. Dans les circonstances de l'espèce et compte tenu du fait que la réaffectation du requérant n'avait pas entraîné pour lui une réduction de traitement, le Tribunal n'a trouvé aucune justification dans les demandes pécuniaires très importantes présentées par le requérant.

Par ces motifs, le Tribunal a décidé de rejeter la demande du requérant d'annuler les décisions contestées, de fixer la date du présent jugement comme date à partir de laquelle devrait courir le délai de 90 jours dans lequel le requérant pourrait exercer la possibilité de choisir les solutions qui lui ont été proposées, de fixer la période de congé spécial à 24 mois à compter du jour où l'option en question aura été exercée et de confirmer l'offre d'assistance pour trouver un emploi à l'extérieur de la Banque au cas où le requérant déciderait de cesser ses fonctions à la Banque.

3. DÉCISION N° 12 (8 OCTOBRE 1982) : MATTA CONTRE BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT¹³

Cessation des fonctions de la requérante à la suite de l'application du régime de mise à la retraite pour invalidité — Le motif principal de cette décision ne tient pas aux compétences techniques de la requérante mais aux conditions de sa personnalité qui ont été confirmées par un examen médical — En faisant figurer dans le dossier de la requérante une référence aux aspects négatifs de son comportement professionnel et à ses problèmes de personnalité le défendeur s'est acquitté régulièrement de son obligation d'évaluer périodiquement le comportement professionnel de la requérante

Il avait été mis fin à l'emploi de la requérante par le biais du recours au régime de mise à la retraite pour invalidité, bien que la véritable raison de cette décision ait été son comportement professionnel inadéquat. La requérante n'avait pas accepté la décision du Comité d'administration des prestations de retraite. Les principaux arguments de la requérante sur le fond étaient que ses mauvais rapports d'évaluation périodiques étaient injustifiés et que le processus par lequel ces rapports avaient été établis constituait une violation des dispositions de la directive 4.01 du Manuel du personnel et que la raison de ses difficultés tenait au fait que le défendeur ne lui avait pas permis de travailler dans un milieu stable. D'une manière générale, la requérante avait soutenu qu'elle avait fait l'objet d'une discrimination en raison de son âge.

La requérante avait demandé à être réintégrée à son poste au sein de l'Organisation défenderesse ou le versement d'une somme forfaitaire représentant cinq années de traitement à titre d'indemnité. Elle avait également demandé que des rapports ne contenant aucune mention défavorable à son égard lui soient remis, qu'il soit remédié aux conséquences fâcheuses pour elle de la décision de la considérer comme invalide, ainsi que des dommages-intérêts d'un montant de 500 000 dollars pour les souffrances et les difficultés causées par le traitement que lui avait infligé le défendeur.

L'examen des éléments de preuve à l'appui de la décision de mettre fin à l'emploi de la requérante par le biais du recours au régime de mise à la retraite pour invalidité a conduit le Tribunal à la conclusion que la décision du Comité d'administration des prestations de retraite reposait sur des motifs justifiés. Les éléments du dossier ont montré que les compétences techniques de la requérante n'avaient pas été la principale cause des griefs de ses supérieurs et que sa personnalité, qui avait été confirmée par un examen médical, avait entravé ses résultats professionnels et l'avait sérieusement empêché d'établir des relations de travail constructives et positives avec ses collègues et ses supérieurs. Dans ces conditions, il serait inapproprié de réintégrer la requérante au sein de l'Organisation.

Le Tribunal n'a rien trouvé dans le dossier étayant l'allégation de la requérante selon laquelle les parties négatives de ses rapports d'évaluation périodiques résultaient d'un traitement injuste de la part de ses supérieurs en raison de son âge.

Compte tenu de ce qui précède, le Tribunal a conclu que en faisant figurer dans le dossier de la requérante une référence aux aspects négatifs de son comportement professionnel et à ses problèmes de personnalité, le défendeur s'était régulièrement acquitté de son obligation d'évaluer périodiquement le comportement professionnel de la requérante. Sa demande tendant à obtenir un certificat ne contenant aucune mention défavorable à son égard n'était donc pas fondée. Le Tribunal a également conclu que la non-réaffectation de la requérante ne saurait être assimilée à une violation des obligations incombant au défendeur en vertu des dispositions concernant les réaffectations.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté les conclusions et les demandes de la requérante.

NOTES

¹ En raison du nombre exceptionnellement important de jugements qui ont été rendus en 1982 par les Tribunaux administratifs des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées, seuls les jugements présentant un intérêt général ont été résumés dans la présente édition de l'*Annuaire*. Pour le texte intégral de la série complète des jugements rendus par les trois tribunaux, à savoir les jugements n°s 281 à 300 du Tribunal administratif des Nations Unies, les jugements n°s 465 à 542 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail et les jugements n°s 7 à 12 du Tribunal administratif de la Banque mondiale, voir respectivement : *Jugements du Tribunal administratif des Nations Unies*, n°s 231 à 300, 1978-1982 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.X.1); *Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail*,

quarante-huitième session ordinaire, et *ibid.*, quarante-neuvième session ordinaire; et *Rapports du Tribunal administratif de la Banque mondiale*, 1982, et *ibid.*, 1983, première partie.

² Aux termes de l'article 2 de son statut, le Tribunal administratif des Nations Unies est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou des conditions d'emploi de ces fonctionnaires et pour statuer sur lesdites requêtes. L'article 14 du statut dispose que la compétence du Tribunal peut être étendue à toute institution spécialisée dans des conditions à fixer par un accord que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conclura avec elle à cet effet. A la fin de 1983, deux accords de portée générale relatifs à l'inobservation de contrats d'engagement ou des conditions d'emploi avaient été conclus avec deux institutions spécialisées conformément à la disposition précitée : l'OACI et l'OMI. En outre, des accords concernant uniquement des requêtes invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies avaient été conclus avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS, l'UIT, l'OACI, l'OMM et l'AIEA.

Le Tribunal est ouvert non seulement à tout fonctionnaire, même si son emploi a cessé, mais à toute personne qui a succédé *mortis causa* aux droits de ce fonctionnaire ou qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi.

³ Mme Paul Bastid, vice-présidente, assurant la présidence; M. Samar Sen, vice-président; M. T. Mutuale, membre; M. Herbert Reis, membre suppléant.

⁴ Pour un résumé du jugement, voir *Annuaire juridique*, 1981, p. 137.

⁵ M. Endre Ustor, président, M. Samar Sen, vice-président; M. Arnold Kean, vice-président; M. Herbert Reis, membre suppléant.

⁶ Pour un résumé du jugement, voir *Annuaire juridique*, 1976, p. 136.

⁷ Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation, soit quant au fond, soit quant à sa forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires ou des dispositions pertinentes du Statut du personnel du Bureau international du Travail et de toutes organisations internationales qui reconnaissent la compétence du Tribunal, à savoir, au 31 décembre 1982 : l'Organisation mondiale de la santé (y compris l'Organisation panaméricaine de la santé), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation européenne pour la sécurité du trafic aérien, l'Union postale universelle, l'Institut international des brevets, l'Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, l'Association européenne de libre-échange, l'Union interparlementaire, le Laboratoire européen de biologie moléculaire, l'Organisation mondiale du tourisme, le Centre de formation et de recherche administratives pour le développement et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer. Le Tribunal est en outre compétent pour connaître des différends auxquels donne lieu l'exécution de certains contrats conclus par l'Organisation internationale du Travail ainsi que des différends concernant l'application du règlement de l'ancienne Caisse des pensions de l'Organisation internationale du Travail.

Le Tribunal est ouvert à tout fonctionnaire du Bureau international du Travail et des organisations mentionnées ci-dessus, même si son emploi a cessé, ainsi qu'à toute personne ayant succédé *mortis causa* aux droits du fonctionnaire et à toute autre personne pouvant justifier de droits résultant du contrat d'engagement du fonctionnaire décédé ou des dispositions du Statut du personnel dont pouvait se prévaloir ce dernier.

⁸ M. André Grisel, président; M. Jacques Ducoux, vice-président, et lord Devlin, juge.

⁹ M. André Grisel, président; lord Devlin, juge, et M. Hector Gros Espiell, juge suppléant.

¹⁰ M. André Grisel, président; M. Jacques Ducoux, vice-président, et sir William Douglas, juge suppléant.

¹¹ Pour les résumés de ces jugements, voir *Annuaire juridique*, 1980, p. 178, et *ibid.*, 1981, p. 138, respectivement.

¹² Le Tribunal est compétent pour connaître de toute requête d'un agent du Groupe de la Banque (l'expression "Groupe de la Banque" désignant collectivement aux fins du statut du Tribunal la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et la Société financière internationale) invoquant l'inobservation de son contrat d'engagement ou de ses conditions d'emploi, y compris de toutes dispositions pertinentes des règles et règlements en vigueur au moment de l'inobservation invoquée.

Le Tribunal est ouvert à tout agent actuel ou ancien du personnel du Groupe de la Banque, à toute personne qui est justifiée à se prévaloir d'un droit d'un agent en qualité de représentant personnel ou en raison du décès dudit agent et à toute personne pouvant prétendre, parce qu'elle a été désignée ou pour toute autre raison, à un versement en vertu d'une disposition du régime des pensions du personnel.

¹¹ M. E. Jimenez de Arechaga, président; M. A.K. Abul-Magd et M. P. Weil, vice-présidents; M. R. Gorman, M. N. Kumarayya, M. E. Lauterpacht et M. C.D. Onyeama, membres.